

sont en état aujourd'hui de faire face à la concurrence étrangère.

Webster, disait : L'augmentation du rendement de la Schuylkill, sous le *Compromise Act*, de 1837 à 1842, n'a été que de 32,000 tonneaux. Dans les trois années suivantes, c'est à-dire, de 1842 à 1845, cette augmentation s'est élevée à pas moins de 560,000. Naturellement le prix de la main-d'œuvre s'éleva considérablement ; mais le prix de la houille tomba de \$5.50 par tonne à \$3.27. N'est-ce pas une preuve assez convaincante que la protection peut avoir l'effet de faire baisser les prix."

Cela démontre que si le gouvernement a pour but de rendre les choses à bon marché, il existe un meilleur moyen d'y parvenir qu'en laissant languir les industries du pays.

Nous avons ensuite entendu l'argument si connu de l'honorable député de Huron-Centre qui se déclare en faveur d'une politique de laisser faire. Suivant lui, le gouvernement devrait se croiser les bras et conseiller à la population industrielle de devenir riche par la pratique de la frugalité et en se livrant à un travail excessif.

Comme député d'Halifax, je suis particulièrement heureux que l'honorable membre de Huron-Centre (monsieur Cartwright) ait eu une bonne pensée, et un mot d'approbation bienveillante pour le ministre des finances, lorsqu'il a avoué franchement qu'il avait lui-même manqué de courage dans l'accomplissement fidèle de ses devoirs envers le pays ; il a déclaré humblement que des hommes auxquels il était attaché par les liens de la politique l'avaient forcé, bien malgré lui, de se rendre responsable d'une dépense de \$125,000. Si l'honorable député de Huron-Centre a cru à propos de féliciter le ministre des finances de ne pas avoir renouvelé la subvention qui était accordée autrefois aux steamers Allan et au *George Shattuck*, nous pouvons bien nous permettre de lui exprimer tout le regret que nous éprouvons d'abord de voir qu'il a été incapable de rester fidèle à ses convictions, et ensuite de constater le manque de jugement et l'ignorance qu'il a montrés en admettant, lui, monsieur Cartwright, qu'il avait eu tort de continuer cette subvention aux vapeurs qui faisaient le service à Halifax. Je soupçonne cependant que la satisfait

M. RICHEY.

tion montrée par l'honorable monsieur ne provient pas tant de son admiration pour le ministre des finances que de la pensée que le refus d'accorder cette subvention lui fournirait encore une fois l'occasion d'accuser le gouvernement d'inconséquence, de mépris et de manque de loyauté envers l'Angleterre, accusation que nous avons si souvent entendu sortir de la bouche des membres de l'opposition. Nul doute que cet honorable monsieur s'est dit en lui-même : un ministre des finances qui annonce qu'il existe un déficit, et qu'il n'a aucun moyen de le combler, peut bien répondre qu'il n'a pas d'argent pour certain service, mais celui qui présente une politique qui doit créer un revenu capable de faire face à toutes les exigences, ne peut invoquer une pareille excuse ; et bien que le retrait de cette subvention serait conforme à la politique d'une administration qui semblait avoir pour mission de resserrer de plus en plus les relations commerciales avec les Etats-Unis, et de s'éloigner davantage de l'Angleterre, on ne peut certainement pas prétendre qu'une politique qui a pour objet principal l'encouragement du commerce canadien avec la mère-patrie, serait conséquente avec elle-même, si à son début elle mettait en péril cette communication par vapeurs qui existe depuis 40 ans entre la Grande-Bretagne et le port le plus rapproché qu'elle possède dans l'Amérique du Nord. Peut-être l'honorable député de Huron-Centre était-il mû jusqu'à un certain point par quelque sentiment de ce genre, et je crains qu'il ne soit resté dans les ministères que dirigeaient cet honorable monsieur et le député de Shefford (M. Huntington) certaines traditions qui ont été peut-être acceptées par leurs successeurs avec trop de confiance. Aussi, j'espère que le ministre actuel des finances et ses collègues ne croiront pas manquer à leurs convictions ni céder à des influences comme celles qu'a décrites l'honorable député de Huron-Centre, mais qu'ils verront la nécessité urgente de continuer cette subvention, et que le budget supplémentaire contiendra le crédit nécessaire à cette fin.

Le service bi-mensuel des malles de Halifax est très-important, car outre l'inconvénient que son interruption causerait à une grande partie des habitants des provinces maritimes, il faut encore se